



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 18 OCT. 2022

portant autorisation à la société BAUDER d'exploiter une usine de fabrication de produits d'isolation et d'étanchéité sur les communes de Drusenheim et Herrlisheim

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Ill-Nappe-Rhin approuvé par arrêté préfectoral du 01 juin 2015 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2022 ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 22 décembre 2021, par la société Bauder auprès du guichet unique du Bas-Rhin, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une usine de fabrication de produits d'isolation et d'étanchéité sur les communes de Drusenheim et Herrlisheim ;
- VU** les compléments au dossier de demande initiale déposés par le pétitionnaire les 03 mars 2022 et le 12 avril 2022 ;
- VU** l'avis de l'agence régionale de santé en date du 31 janvier 2022 ;
- VU** l'avis du service départemental d'incendie et de secours en date du 17 février 2022 ;
- VU** la saisine pour avis de l'autorité environnementale en date du 08 mars 2022 ;
- VU** le rapport de fin de phase d'examen en date du 27 avril 2022 ;
- VU** l'avis de l'autorité environnementale en date du 02 mai 2022 ;
- VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 juin au 28 juillet 2022 ;

- VU** le rapport et l'avis du commissaire enquêteur en date du 27 août 2022 ;
- VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes consultées ;
- VU** les modifications apportées par le pétitionnaire par rapport au projet initial au cours de l'instruction ;
- VU** le rapport de proposition de l'inspection des Installations Classées en date du 23 septembre 2022 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Bas-Rhin du 06 octobre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales et des services intéressés par le projet sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées par le demandeur lors de la période d'instruction ne sont pas substantielles au sens du code de l'environnement et sont de nature à réduire les impacts de l'installation ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE

Article 1.1.1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société BAUDER dont le siège social est situé, 2 rue des Hérons - 67960 Entzheim est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de la ou des communes de DRUSENHEIM et HERRLISHEIM les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Drusenheim	section 21, parcelle 95	ZAC AXIOPARC
Drusenheim	section 26, parcelles 27 et 32	ZAC AXIOPARC
Herrlisheim	section 44, parcelle 13	ZAC AXIOPARC
Herrlisheim	section 45, parcelles 5, 7 et 10	ZAC AXIOPARC

CHAPITRE 1.2 PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.2.1 : INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation	Volumes autorisés	Régime
4330-1	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</p>	<p>Stockage isopentane :</p> <p>- 33 tonnes</p>	<p>A</p> <p>seveso</p> <p>: seuil bas</p>
3410	<p>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique, de produits chimiques organiques, tels que :</p> <p>h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)</p>	<p>Fabrication polyuréthanes :</p> <p>139 tonnes/jour</p>	<p>A</p> <p>IED</p>
2661-1	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 70 t/j</p>	<p>Fabrication polyuréthanes :</p> <p>139 tonnes/jour</p>	<p>A</p>
4801-1	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t</p>	<p>Production membranes bitumineuses :</p> <p>- Stockage de bitume liquide (MP) : 500 t</p> <p>- Stockage de produits finis (membranes bitumineuses) : 13 200 t</p> <p>Quantité totale : 13 700 t</p>	<p>A</p>
2661-1	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 t/j</p>	<p>Découpe des mousses de PU et broyage des rebuts :</p> <p>139 tonnes/jour</p>	<p>E</p>
2662-1	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p>	<p>Production membranes bitumineuses :</p> <p>- stockage de polymères en big bags : 1000 m³</p>	<p>E</p>

	Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³		
2663-1a	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>1. À l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 2 000 m³</p>	<p>Production PU :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage produits finis : 112 000 m³ - stockage de rouleaux de film d'emballage : 135 m³ <p>Production de membranes bitumineuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage de rouleaux non tissés polymères : 1 300 m³ - film polymère entre couches de membrane : 105 m³ - film rétractable d'emballage des palettes : 28 m³ <p>Volume total : 113 568 m³</p>	E
2910A-2	<p>Combustion :</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Production de membranes bitumineuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaudière gaz (chauffage huile) : 1,2 MW 	DC
2915-2	<p>Chauffage par réseau d'huile</p> <p>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l</p>	<p>Production membranes bitumineuses :</p> <p>Chauffage du bitume, volume d'huile dans le circuit : 37 000 L</p>	D
2921-b	<p>Tours aéroréfrigérantes</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW</p>	<p>Production membranes bitumineuses :</p> <p>TAR de refroidissement</p> <p>Puissance des TAR : 2 x 950 kW = 1 900 kW</p>	DC
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	<p>atelier de charge</p> <p>P > 50 kW</p>	D
4320	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans</p>	<ul style="list-style-type: none"> - adhésif mousse : 2,5 t 	NC

	l'installation étant : inférieure à 15 t		
4321	Aérosols «extrêmement inflammables» ou «inflammables» de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 500 t	Quantité : 2 t	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	stockage cyclopentane : 38 t divers : 1,5 t total : 39,5 t	NC

A : AUTORISATION ; E : ENREGISTREMENT ; D (C): DÉCLARATION (AVEC CONTRÔLES PÉRIODIQUES) ; NC : NON CLASSÉ

Directive "SEVESO"

L'établissement relève du statut «seuil bas» au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil bas par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4330 (stockage de liquides inflammables).

Directive "IED"

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3410 relative à la fabrication de matières plastiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF POL" Polymères".

Article 1.2.2 : INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX, AMÉNAGEMENTS

Rubrique	Désignation	Objet	Régime
1110	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Création d'un puits de pompage pour alimenter le réseau incendie et les utilités des procédés	D
1120	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : inférieur à 10 000 m ³ /an	alimentation réseau incendie et utilités des procédés	NC

D : DÉCLARATION ; NC : NON CLASSÉ

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités.

CHAPITRE 1.3 CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.3.1 : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 1.3.2 : CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel des terrains.

Article 1.3.3 : DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée pour une durée d'exploitation illimitée.

Article 1.3.4 : GARANTIES FINANCIÈRES

L'établissement n'est pas soumis à l'obligation de constitution de garanties financières à la date de notification du présent arrêté.

Article 1.3.5 : DOCUMENTS TENUS À DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 1.3.6 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 1.3.7 : CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- la modalité de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 3.2.2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 1.3.8 : CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

CHAPITRE 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1: CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Chaudière circuit huile	1,2 MW	Gaz naturel	
Conduit N° 2	Aspiration pentane			
Conduit N° 3a	Unité filtration PIR n°1			dépoussiérage installations de découpe et broyage
Conduit N° 3b	Unité filtration PIR n°2			dépoussiérage installations de découpe et broyage
Conduit N° 4	ligne bitume			point de rejet unique regroupant les 3 circuits d'aspiration

ARTICLE 2.1.2 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	20	0,4	Chaudière huile bitume	/	5
Conduit N°2	13	0,85x0,45	tête de mélange et début laminateur	9000	8
Conduit N° 3a	22	1	filtre à manches	70 000	8
Conduit N° 3b	22	1	filtre à manches	70 000	8
Conduit N° 4	50	1,6	sortie tour de lavage	139 000(*)	8

(*) fonctionnement avec 2 lignes

CHAPITRE 2.2 LIMITATION DES REJETS

Article 2.2.1: DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 2.2.2 : VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES/ VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètres	Conduit n°1 (chaudière huile bitume)	
	Concentration mg/Nm ³	
Concentration en O ₂ de référence	3%	
NO _x en équivalent NO ₂	100	
CO	100	

Paramètre	Code CAS	Conduits n°2 (aspiration pentane)	
		Concentration mg/Nm ³	flux
Poussières, y compris particules fines		60	1 kg/h
MDI *	101-68-8	2	10 g/h
Composés Organiques Volatils (COV)		Voir schéma de maîtrise des émissions	

Paramètres	Code CAS	Conduits n°3a et 3b	
		Concentration mg/Nm ³	flux (3a + 3b)
Poussières, y compris particules fines		20	2,8 kg/h
MDI *	101-68-8	2	10 g/h

(*) 4,4'-diisocyanate de diphenylméthane

Paramètres	Code CAS	Conduits n°4 (atelier bitume)
------------	----------	--------------------------------

		Concentration mg/Nm ³	flux
Poussières, y compris particules fines		40	5,6 kg/h
Composés Organiques Volatils (COV)		110	15,3 kg/h
Benzo(a) pyrène	50-32-8		0,5 g/h**
Naphtalène	91-20-3		
Benzène	71-43-2	2	
1,3 butadiène	106-99-0	2	10 g/h**

(**) somme des deux composés

Article 2.2.3 : COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS

Schéma de maîtrise des émissions

Les émissions atmosphériques d'agents gonflants employés sur la ligne de fabrication de polyuréthane isopentane, cyclopentane et HFO (hydro-fluoro-oléfines) sont limitées à 7% en masse des quantités utilisées.

L'exploitant met en place un schéma de maîtrise des émissions, il effectue annuellement un bilan de ses émissions et le transmet à l'inspection avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Plan de gestion des solvants

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

CHAPITRE 2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

Article 2.3.1 : SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES

Émissaires	Paramètres	Fréquences des mesures
Conduit n°1 (chaudière huile)	débit, O ₂ , CO, NO _x	Annuelle
Conduit n°2 (aspiration pentane)	débit, poussières, MDI*, isopentane, cyclopentane, HFO	Semestrielle
Conduits 3a et 3 b (filtration PIR)	débits, poussières, MDI*,	Semestrielle
Conduit 4 (bitume)	débit, poussières, COV, BaP, benzène, 1,3 butadiène	Semestrielle

(*)Après 6 mesures, en fonction des résultats observés, la surveillance du MDI dans les rejets pourra être allégée ou suspendue.

L'exploitant rédige un bilan annuel de la surveillance et le transmet à l'inspection des installations classées.

Article 2.3.2: SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DIFFUSES

Sans objet (voir SME et plan de gestion des solvants)

Article 2.3.3: SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT

Sans objet

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1: ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Hors consommations sanitaires et domestiques les besoins en eau des procédés industriels :
sont de 56 000 m³/an.

L'eau est fournie par le réseau public d'adduction ou bien par un puits d'alimentation en eau industrielle implanté sur le site.

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal		Prélèvement maximal
			Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)
nappe alluviale	Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace	CG001	15	200	9500

L'eau industrielle est utilisée pour :

- l'alimentation des bains de refroidissement ;
- l'alimentation des tours aéroréfrigérantes ;
- partie humide du dispositif de traitement de l'air pour la production de membranes bitumineuses.

Les besoins en eau incendie ne sont pas comptabilisés dans le présent article.

ARTICLE 3.1.2: OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX

Le forage suivant est autorisé :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Code BSS	Volume de prélèvement autorisé
Forage n°1 Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace	à transmettre à l'inspection des Installations Classées	9 500 m ³ /an

CHAPITRE 3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

ARTICLE 3.2.1: EAUX DOMESTIQUES ET SANITAIRES

Les eaux domestiques et sanitaires regroupent l'ensemble des eaux générés par l'établissement à l'exception des eaux pluviales, des eaux incendies et des eaux issues des procédés industriels.

Ces eaux sont collectées par un réseau interne et rejoignent le réseau collectif d'assainissement.

ARTICLE 3.2.2: EAUX INDUSTRIELLES

Les eaux industrielles regroupent :

- les eaux de purge de la tour aéroréfrigérante ;
- les eaux de purge du bain de refroidissement ;
- les eaux de purge de la tour de lavage des effluents gazeux ;
- les eaux de lavage des zones de production de l'atelier de production de membranes bitumineuses.

Ces eaux sont recueillies par un réseau spécifique distinct des eaux domestiques et sanitaires.

Elles sont rassemblées et transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau collectif d'assainissement.

Les eaux rejoignent la STEP de Drusenheim, le milieu récepteur est le Landgraben.

Une convention de rejet est établie avec le gestionnaire du réseau.

ARTICLE 3.2.3: EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales est organisée selon 2 bassins versants.

Les eaux de voiries sont récupérées et dirigées vers les noues étanches ainsi que les eaux des toitures des bâtiments K1 et K2.

Les eaux des toitures des autres bâtiments sont dirigées directement vers les noues ou bassins d'infiltration.

- Bassin versant rouge (Parking PL, VL, voirie de sortie, bâtiments E,F et G) :

- la capacité minimale de stockage de la noue étanche est de 324 m³ ;
- la capacité minimale de stockage de la noue d'infiltration est de 514 m³ ;
- une vanne permet d'isoler la noue étanche de la noue d'infiltration.

- Bassin versant violet (bâtiments A,B,C,D,H,K1 et K2 et voiries périphériques) :

- la capacité minimale de stockage de la noue étanche est de 2 335 m³ ;
- la capacité minimale de stockage du bassin d'infiltration Sud-Ouest est de 1 387 m³ ;
- la capacité minimale de stockage du bassin d'infiltration Sud-Est est de 1 453 m³ ;
- une vanne disposée en amont permet d'isoler les bassins d'infiltration.

En cas d'incendie ou de pollution, des obturateurs ou vannes permettent de fermer les réseaux reliés aux noues et bassins d'infiltration.

Ces équipements sont manœuvrés au moins une fois par an, lors de cette opération : l'étanchéité des dispositifs d'obturation est vérifiée.

Chaque opération donne lieu à un constat qui est archivé et consultable par l'inspection des installations classées.

Préparations des noues et bassins d'infiltration

Avant la réalisation des noues et bassins d'infiltration, l'exploitant fait réaliser plusieurs sondages au droit de chaque ouvrage et jusqu'au toit de la nappe afin de s'assurer de l'absence d'une pollution des sols au niveau du massif d'infiltration. Les hydrocarbures et métaux sont recherchés dans les échantillons de sols prélevés.

La perméabilité des ouvrages d'infiltration est limitée à 1.10⁻⁵ m/s, les bassins sont conçus afin que le temps d'infiltration du volume correspondant à leur capacité définie ci-dessus soit inférieur à 4 jours.

Les résultats des mesures de recherches de pollution et de perméabilité sont reportés dans un rapport, ainsi que les dimensions réelles des ouvrages après leur réalisation.

Ce rapport est conservé par l'exploitant et consultable par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.4: GESTION DES EAUX ET DES RÉSEAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, à l'exception des tronçons des tuyauteries d'iso et cyclo-pentane, HFO au passage sous l'aire de dépotage.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Il est interdit d'établir des liaisons directes

entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

CHAPITRE 3.3 LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 3.3.1: CARACTÉRISTIQUES DES REJETS EXTERNES

Les eaux industrielles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous :

(les valeurs ci-dessous s'appliquent avant mélange avec les eaux domestiques et sanitaires)

- Température maximale : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Débit maximal journalier 200 m³/j
- Débit maximum horaire:20 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Flux spécifique
Indice phénols	1440	0,3	3 g/j
Hydrocarbures totaux	7009	10	100 g/j
Benzene	1114	50µg/l	1 g/j
Toluène	1278	50µg/l	100 g/j
Xylènes (Somme o,m,p)	1780	50µg/l	10 g/j
Ethylbenzène	1497	150µg/l	100 g/j
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088	25 µg/l (somme des 5 composés visés)	/
Benzo(a)pyrène	1115		
Benzo(b)fluoranthène	1116		
Benzo(k)fluoranthène	1117		
Benzo(g,h,i)perylène	1118		
Indeno(1,2,3-cd)pyrène	1204		
Composés du tributylétain (tributylétain cation)	2879	25 µg/l	/

La concentration maximale ne s'applique que si le flux spécifique est atteint ou dépassé.

Les eaux industrielles sont déversées dans le réseau collectif et rejoignent la station d'épuration de Drusenheim , le milieu récepteur est le Landgraben.

Une convention de rejet est établie avec l'exploitant de la station d'épuration.

Les eaux pluviales respectent les valeurs limites ci-dessous :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)
hydrocarbures totaux	7009	5
demande chimique en Oxygène (DCO)	1314	125

Ces valeurs s'appliquent avant infiltration.

ARTICLE 3.3.2 : SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

(les mesures sont effectuées par un laboratoire accrédité)

Pt rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
réseau eaux industrielles	Indice phénols*	1440	ponctuel	semestrielle
réseau eaux industrielles	hydrocarbures totaux	7009	ponctuel	semestrielle
réseau eaux industrielles	benzene*	1114	ponctuel	semestrielle
réseau eaux industrielles	Toluène*	1278	ponctuel	semestrielle
réseau eaux industrielles	Xylènes (Somme o,m,p)*	1780	ponctuel	semestrielle
réseau eaux industrielles	Ethylbenzène *	1497	ponctuel	semestrielle
réseau eaux industrielles	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088		
	Benzo(a)pyrène	1115	ponctuel	semestrielle
	Benzo(b)fluoranthène	1116	ponctuel	semestrielle
	Benzo(k)fluoranthène	1117	ponctuel	semestrielle
	Benzo(g,h,i)perylène	1118	ponctuel	semestrielle
	Indeno(1,2,3-cd)pyrène	1204	ponctuel	semestrielle
réseau eaux industrielles	Composés du tributylétain (tributylétain cation) *	2879	ponctuel	semestrielle
Eaux pluviales bassin rouge	hydrocarbures totaux	7009	ponctuel	semestrielle
Eaux pluviales bassin rouge	demande chimique en Oxygène (DCO)	1314	ponctuel	semestrielle
Eaux pluviales bassin violet	hydrocarbures totaux	7009	ponctuel	semestrielle
Eaux pluviales bassin violet	demande chimique en Oxygène (DCO)	1314	ponctuel	semestrielle

(*) L'exploitant procède à six campagnes de mesures pour un paramètre donné si après six mesures consécutives, tous les flux mesurés sont inférieurs au flux spécifique figurant au tableau de l'article 3.3.1 et que toutes les concentrations mesurées sont également inférieures aux concentrations définies aux même article, alors l'exploitant pourra arrêter le suivi du paramètre considéré.

Les résultats sont transmis par télédéclaration.

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 4.1.1: DÉFINITION DES ZONES À ÉMERGENCES RÉGLEMENTÉES

On entend par zone à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

A la date d'autorisation des installations, il n'existe pas de zone à émergence réglementée à moins de 400 m des limites de l'établissement.

En cas de plainte de bruit, l'exploitant procède à des mesures d'émergence conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 5.1.1: DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures dans les murs séparatifs	Parois séparatives
Bâtiment A (Production PU)	Toiture BROOF t3 ou système "support de couverture + isolants" de classe B s1 d0 Cantons < 1660 m ² , surface utile de désenfumage : 2% par canton	Murs extérieurs : Bardage métallique double peau ou panneau sandwich avec isolant incombustible ou mur béton sol : dalle béton	Ferme-porte : El ₂ 120C	Murs séparatifs : REI120
Bâtiment A (Stock MP en IPC)	Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage: 2% par canton	Murs extérieurs : sans tenu au feu spécifique sol : dalle béton	Ferme-porte : El ₂ 120C	Murs séparatifs : REI120
Bâtiment A (stock MP en cuves)	Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage: 2% par canton	Murs extérieurs : sans tenu au feu spécifique sol : dalle béton	Ferme-porte : El ₂ 120C	Murs séparatifs : REI120

Bâtiment A (Locaux techniques)	dalle béton isolée Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage: 2% par canton	Murs extérieurs : incombustibles sol : dalle béton	Ferme-porte : EI ₂ 120C	Murs séparatifs : REI120
Bâtiment B (stockage PU)	Toiture BROOF t3 Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage : 2% par canton Installations photovoltaïques en toiture	Murs extérieurs : Bardage métallique simple peau non isolée sol : dalle béton	pas d'ouverture dans les murs REI 120	Murs séparatifs : REI 120
Bâtiment C (stockage membranes bitumineuses)	Toiture BROOF t3 Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage: 2% par canton Installations photovoltaïques en toiture	Murs extérieurs : Bardage métallique simple peau non isolée sol : dalle béton	pas d'ouverture dans les murs REI 120	Murs séparatifs : REI 120
Bâtiment B (local de charge)	couverture incombustible	Murs extérieurs : Bardage métallique simple peau non isolée sol : dalle béton	pas d'ouverture dans les murs REI 120	Murs séparatifs : REI 120
Bâtiment D (production de membranes bitumineuses)	Toiture BROOF t3 Cantons < 1620 m ² , surface utile de désenfumage : 2% par canton	Murs extérieurs : Bardage métallique double peau ou panneau sandwich avec isolant incombustible ou mur béton		
Bâtiment D (zone de mélange)	Toiture BROOF t3 Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage : 2% par canton	Murs extérieurs : Bardage métallique double peau ou panneau sandwich avec isolant incombustible ou mur béton		
Bâtiment D (stockage MP)	Toiture BROOF t3 ou système " support de couverture + isolants" de classe B s1 d0 Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage: 2% par canton	Murs extérieurs : Bardage métallique double peau ou panneau sandwich avec isolant incombustible ou mur béton sol : dalle béton	Ferme-porte : EI ₂ 120C	Murs séparatifs : REI120

Bâtiment D (Chaufferie)	couverture dalle béton isolée Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage: 2% par canton	Murs extérieurs : incombustibles sol : dalle béton	Ferme-porte : EI ₂ 120C	Murs séparatifs : REI 120
Bâtiment D (locaux techniques)	couverture dalle béton isolée Cantons < 1600 m ² , surface utile de désenfumage : 2% par canton	Murs extérieurs : incombustibles sol : dalle béton	Ferme-porte : EI ₂ 120C	Murs séparatifs : REI 120

Les présentes dérogations sont accordées à l'exploitant :

- Bâtiment A - production PU, les cantons ont une superficie maximale de 1 660 m² ;
- Bâtiment B - stockage PU, la hauteur maximale de stockage est de 8,50 m ;
- Bâtiment C - local de charges, la façade Nord est ouverte, le local de charge n'est pas REI 120 ;
- Bâtiment D - stockage matières premières, les matières premières relevant de la rubrique 2662 et les produits finis relevant de la rubrique 2663 sont stockés ensemble (absence de recoupement), les cantons ont une superficie maximale de 1 620 m².

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2 : ORGANISATION DES STOCKAGES

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité	Îlotage	Rétention
Cuves enterrées PU	Isopentane cyclo-pentane HFO	50 m ³ 50 m ³ 50 m ³		cuves enterrées à double paroi, chacune équipée d'une mesure de niveau redondante permettant d'éviter un sur emplissage. Les cuves sont munies d'une détection de fuite au sein de la double-paroi.
Local MP-PU cuves	MDI Polyol retardateurs TEP	6 X 30 m ³ cuves aériennes 8 X 30 m ³ cuves aériennes 2 X 30 m ³ cuves aériennes	Les cuves de MDI sont préssurisés avec de l'air sec (+ 0,6 bars)	Le MDI et le Polyol sont stockés sur des aires de rétention distinctes.
Local MP-PU IBC	retardateurs APP Activeurs non toxiques Silicones additifs	2 X 30 m ³ silos pulvérulents 72 IBC 24 IBC 8 IBC		Les IBC sont stockés sur rétention, l'exploitant s'assure de la compatibilité des produits stockés au sein de la même rétention.
Entrepôt	Produits finis	l'entrepôt est composé de	Les produits sont	

stockage produits finis PU		7 cellules < 3 000 m ² recoupées par des murs REI 120	stockés sur 3 niveaux soit une hauteur de stockage de 8,5 m	
Bitume Cour extérieure	Bitume huile huile caloporteur charge minérale	5 X 100 m ³ cuves aériennes 1 cuve compartimentée 2 x 50 m ³ 1 x 37 m ³ cuve aérienne 6 X 80 m ³ cuves aériennes		Les cuves sont sur rétention à l'exception des cuves stockant les charges minérales
Local MP et zone de mélange	Sacs de polymères Fongicide	350 X 1 tonne 3 IBC		Les IBC sont sur rétention
Local MP et zone de production	Matières premières	Rouleaux supports Rouleaux aluminium Mandrins carton Rouleaux emballages Films polymères		
Stockage produits finis membranes		Stockage couvert Stockage extérieur	9 800 palettes sur 4 niveaux 6 720 palettes sur 2 niveaux	

ARTICLE 5.1.3 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

ARTICLE 5.1.4 : DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés (cuves enterrées à double paroi avec détection de fuite).

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV. Concernant les rétentions déportées, les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité

spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

CHAPITRE 5.2 : DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 5.2.1 LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 5.2.2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

ARTICLE 5.2.3. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDÉS

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.
Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

ARTICLE 5.2.4 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES ET BARRIÈRES DE SÉCURITÉ

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Est considérée comme mesure de maîtrise des risques le dispositif "ANA" pour le dépotage des camions de pentane.

CHAPITRE 5.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 5.3.1 : MOYENS TECHNIQUES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le site est équipé d'un réseau de 8 poteaux incendie de diamètre 150 mm, répartis de façon à couvrir l'intégralité des installations.

Le réseau est alimenté par une pompe secourue délivrant au minimum 420 m³/h.

L'alimentation en eau du réseau est dimensionnée pour délivrer 420 m³/h pendant 2 heures.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La zone de production PU (bâtiment A) et des membranes bitumineuses (bâtiment D) sont protégées par un réseau de sprinklage alimenté par une cuve aérienne d'une capacité de 800 m³.

ARTICLE 5.3.2 : MOYENS ORGANISATIONNELS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.

Une copie de ce document est adressée à l'inspection des installations classées.

TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 DÉCHETS PRODUITS ET MODES DE GESTION

ARTICLE 6.1.2 : CONDITIONS DE STOCKAGES

Les déchets sont triés et stockés dans des conditions permettant de prévenir les écoulements et les risques de pollutions des sols.

ARTICLE 6.1.1: DÉCHETS NON DANGEREUX

Nature	Code	Quantité annuelle (à titre indicatif)	Filière d'élimination prévue
Ordures ménagères et assimilées	20 03 01	/	UIOM
Bois/Palettes	15 01 03	/	Valorisation matière ou recyclage
Plastiques (emballages)	15 01 02	/	Valorisation matière ou recyclage

Papiers cartons	15 01 01	/	Valorisation matière
Briquettes de PU	19 12 12	2 000 tonnes	Valorisation matière
Boues minérales issues de la décantation des particules présentes dans le bain de refroidissement (production bitume)	19 08 14	0,5 tonne	Destruction
Boues issues du traitement humide du système d'aspiration (production bitume)	19 08 14	9,5 tonnes	Destruction

ARTICLE 6.1.2:DÉCHETS DANGEREUX

Nature	Code	Quantité annuelle (à titre indicatif)	filière d'élimination prévue
Huiles, chiffons souillés issues de la maintenance des équipements	13 01 XX * 13 02 XX* 15 02 02 *	/	Destruction ou réutilisation après nettoyage
Déchets divers en quantité très faible (aérosols, pots de peinture ...)	20 01 27* ou autres codes	/	Destruction

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

CHAPITRE 7.1 INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT

ARTICLE 7.1.1: TRANSFORMATION ET STOCKAGES DE POLYMÈRES

Rubrique 2661 :

Les installations relevant de la rubrique 2661 sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Secteur concerné : bâtiment A (zone de production PU)

Aménagement des prescriptions : article 12 de l'arrêté ministériel précité, la superficie maximale des cantons de désenfumage est de 1 660 m².

Rubrique 2662 :

Les installations relevant de la rubrique 2662 sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Secteur concerné : bâtiment D (zone de stockage des matières premières)

Aménagement des prescriptions : article 2.2.6 de l'arrêté ministériel précité, l'exploitant est dispensé de réaliser un mur de recoupement REI120 entre les installations relevant de la rubrique 2662 et celles relevant de la rubrique 2663.

Les cantons ont une superficie maximale de 1 620 m².

Rubrique 2663 :

Les installations relevant de la rubrique 2663 sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Secteurs concernés :

- bâtiment D : zone de stockage des matières premières ;
- bâtiment B : stockage des produits fins PU.

Aménagement des prescriptions :

- article 2.2.6 de l'arrêté ministériel précité, l'exploitant est dispensé de réaliser un mur de recoupement REI120 entre les installations relevant de la rubrique 2662 et celles relevant de la rubrique 2663 ;
- article 2.2.7 de l'arrêté ministériel précité, la surface de stockage est de 3 340 m², la zone n'est pas couverte par un système d'extinction automatique ;
- article 2.4.1 de l'arrêté ministériel précité, la hauteur maximale de stockage est de 8,5 m.

CHAPITRE 7.2 INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION

Rubrique 2910 (installations de combustion)

Les installations relevant de la rubrique 2910 sont conçues et exploitées conformément aux dispositions énoncées par l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Rubrique 2915 (procédés de chauffage par réseau d'huile)

Le bitume, classé dans le groupe des substances thermoplastiques, possède une viscosité qui dépend de sa température. Afin que celui-ci soit utilisable, il doit être fluide ce qui n'est possible qu'à des températures élevées. C'est dans ce cadre qu'est mis en œuvre un système de chauffage par fluide caloporteur (huile thermique) au niveau de l'entité de production des bandes bitumineuses.

L'ensemble des équipements est à double-paroi, permettant de faire circuler le liquide caloporteur autour du bitume. Afin de réduire les déperditions énergétiques, les équipements sont isolés thermiquement.

Le liquide organique combustible est contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent.

L'installation est composée d'une chaudière à huile thermique, et d'une cheminée d'évacuation des gaz, ainsi que d'un vase d'expansion et de vidange.

Le vase d'expansion, à double-paroi, est positionné au niveau le plus haut de l'installation. Il est équipé d'un trop-plein, ainsi que d'un dispositif de vidange, tous deux reliés à un réservoir de vidange d'urgence spécifiquement dédié à ce système de chauffage.

Ce réservoir de vidange, à double-paroi, est équipé d'un indicateur de niveau, relié à un système de surveillance, et d'un système de détection des fuites. Un tuyau d'évent fixé sur le vase d'expansion permet l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible vers le réservoir de vidange d'urgence.

La chaudière est protégée d'une surpression par une soupape de sécurité, dont la conduite est également raccordée au réservoir de vidange d'urgence. Tous les éléments et tuyauteries sont reliés au vase d'expansion par des conduites de retour de fluide caloporteur.

Chaque conduite de retour, et donc circuit, dispose d'une vanne permettant d'isoler les différents circuits en cas de fuite sur l'un des éléments. Ces vannes sont maintenues, sécurisées et verrouillées en position ouverte par des plombs. Seule une action volontaire, réalisée par un personnel habilité et formé à cet effet, permet de retirer ces plombs, et fermer les vannes pour isoler les différents circuits.

Chaque circuit dispose d'une purge en point bas en cas de nécessité de vidange de la section concernée. Le cas échéant, un réservoir mobile adapté, de capacité convenable, est placé sous le point de vidange.

Un pressostat/limiteur de pression est installé dans la tuyauterie du côté refoulement des pompes avec un dispositif de surveillance du capteur et du câblage en cas de défaillance. En cas de suppression et dépassement de la pression réglée sur le limiteur de pression, celui-ci coupe l'alimentation électrique de la pompe. La remise en service de la pompe n'est possible qu'après le déverrouillage du limiteur de pression.

Un dispositif thermométrique permet de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.

Les circuits de régulation de température des différents équipements consommateurs sont chacun équipé de leur propre pompe de circulation d'huile thermique. Ces équipements possèdent leurs propres boucles de régulation de température. Ces boucles de régulation se composent de vanne de mélange de régulation, pompe de circulation, vannes d'arrêt et instrumentation. La température peut être réglée individuellement pour chaque élément consommateur.

Un dispositif automatique de sûreté empêche la mise en chauffage ou assure l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service sont insuffisants.

Rubrique 2921 (tours aéroréfrigérantes)

Les installations relevant de la rubrique 2921 sont conçues et exploitées conformément aux dispositions énoncées par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les résultats des analyses de légionelles sont déclarés à réception via le site GIDAF (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

Rubrique 2924 (atelier de charge d'accumulateurs électriques)

Les installations relevant de la rubrique 2915 sont conçues et exploitées conformément aux dispositions énoncées par l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables

aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925.

TITRE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Article 8.1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS ET DE LA RÉGLEMENTATION

L'exploitant respecte les prescriptions du présent arrêté ainsi que les dispositions législatives et réglementaires applicables à son installation.

Article 8.2 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, il est procédé aux mesures de publicité suivantes :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
- le présent arrêté est envoyé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8.3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 8.4 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société BAUDER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- aux maires de Drusenheim, d'Offendorf, Dahlunden, Rohrwiller, Oberhoffen sur Moder et Herrlisheim.

Pour la Préfecture, par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

26/26